

Marciac Communiqué de presse

La République en Marche



Marciac Communiqué de presse

Communiqué de presse

Les adhérents de la République en Marche ont adopté avec une très large majorité (90,6%) les nouveaux statuts du mouvement. Le scrutin a été réalisé sous contrôle d'huissier du 23 juillet au 16 août. Les adhérents ont été nombreux en période estivale à participer à ce scrutin 72066 soit un taux de 32,1% sur les 224640 adhérents remplissant les conditions pour voter soit ayant trois mois d'ancienneté. Un peu plus d'un an après sa création et deux mois après les deux campagnes électorales victorieuses la République en Marche continue de construire les bases d'un mouvement nouveau dans le paysage politique français. Un mouvement politique sur bien des aspects différent des partis traditionnels, ouvert à tous ceux qui se reconnaissent dans nos valeurs avec une liberté d'adhésion et d'action des adhérents dans le cadre des comités locaux, qui place le citoyen au coeur de son organisation avec des innovations démocratiques sans précédent comme la participation au conseil national d'un quart des adhérents. La République en Marche va poursuivre ce travail d'innovation pour rénover en profondeur et dans le temps notre vie démocratique.

Les nouvelles instances du mouvement seront installées d'ici la fin de l'année et un appel à candidature sera organisé à la rentrée pour les adhérents souhaitant participer au tirage au sort pour être prédestinés au Conseil d'administration. Les adhérents seront également associés dans les mois qui viennent à l'élaboration du règlement intérieur qui viendra préciser les statuts sur de nombreux points importants dans la vie du mouvement. Conformément aux dispositions transitoires des statuts adoptés, le conseil d'administration va exercer la mission du bureau exécutif jusqu'à la constitution de nouvelles instances lesquelles interviendront avant la fin de l'année. Catherine Barbaroux ayant fait savoir, dès sa nomination et pour des raisons personnelles, que son mandat de présidente par intérim s'achèverait lors de l'adoption des nouveaux statuts, une équipe collégiale est mise en place pour assurer la direction du mouvement de manière transitoire. Elle est composée de Arnauld Leroy, ancien député et porte parole d'Emmanuel Macron pendant la campagne, Astrid Panosyan membre fondateur d'En Marche issue de la société civile, Bariza Khiari sénatrice de Paris et déléguée nationale du mouvement. Le conseil d'administration demeure inchangé.

La rentrée sera également consacrée au lancement des différents chantiers présentés à l'occasion de la convention du 8 juillet. La plateforme de mise en relation entre nos adhérents pour qu'ils puissent échanger et développer ensemble leurs projets citoyen. Une cellule d'accompagnement sera également installée au Q.G pour aider nos adhérents à lancer leur projet. La formation citoyenne et politique sera mise en ligne pour donner au citoyen les outils pour s'engager concrètement dans la vie politique et locale. La création d'un réseau de facilitateurs locaux permettra de renforcer la présence du mouvement dans les quartiers en difficulté et les zones rurales délaissées. Ils auront pour mission d'aider les habitants de ces territoires fragiles ou enclavés à s'organiser pour faire émerger des initiatives communes et à les mettre en oeuvre.

L'atelier des idées, Think-Tank pluridisciplinaire de notre mouvement qui associe la recherche et l'expérimentation, la réflexion et l'action, les experts et le citoyen. L'organisation de consultation citoyenne et d'action du terroir. Début septembre, les adhérents du mouvement iront à la rencontre des français pour leur présenter le plan de réforme de notre modèle social mis en oeuvre par le gouvernement et dont les premières ordonnances sur le dialogue social seront présentées à la rentrée.

La Grande Marche européenne sera organisée à la fin de l'année pour faire émerger les préoccupations des citoyens européens. Cette grande marche aboutira à l'organisation d'une convention démocratique européenne

photo Sylvie Theye référente départementale